Mouvement des Entreprises de France

Faire le choix du pays plutôt que celui des intérêts partisans

Publié le 8 juillet 2024

Nous sommes face à une conjoncture économique précaire, à une concurrence internationale exacerbée et à une grande volatilité des marchés financiers. Le gouvernement qui sera issu du second tour des élections législatives ne pourra ignorer cette situation préoccupante : une croissance molle, des défaillances d'entreprises qui repartent à la hausse, des investissements et des embauches gelés, des finances publiques dégradées.

Le moteur de la croissance ne pourra se rallumer que si le pays poursuit une politique économique lisible et stable, garante de la compétitivité des entreprises et seule capable de restaurer la confiance et d'assurer l'emploi.

Nous avions plaidé pour plus de rationalité économique et davantage de transparence car cela s'imposera demain pour gouverner le pays en respectant pleinement le cadre européen. Nous avions aussi rappelé le rôle central des entreprises, pôle de stabilité, pour créer et partager la valeur. C'est cela qu'il faut préserver.

La politique économique menée depuis 9 ans, qui a produit des résultats en termes de croissance et d'emplois doit se poursuivre et s'amplifier car elle est la bonne réponse pour affronter les défis des transitions écologique et numérique que le pays doit relever. Elle doit se poursuivre pour répondre à la demande légitime de nos concitoyens de voir leur pouvoir d'achat progresser, pour répondre à la nécessaire réindustrialisation de notre pays. Elle doit se poursuivre enfin pour réduire les déficits et endiguer l'endettement. Un alourdissement de la fiscalité sur les particuliers comme sur les entreprises, une revalorisation brutale du SMIC et une indexation automatique des salaires sur l'inflation, un renoncement à la réforme des retraites ou à celle du marché du travail, un blocage des prix auraient immanquablement des effets récessifs, plongeant la France dans une crise économique profonde et durable.

Le Medef appelle le Président de la République, garant de la cohésion nationale, à faire le choix du pays plutôt que celui des intérêts partisans. Il en va de la place et du rôle de la France en Europe et dans le monde.